Une résolution menaçante de l'UE continue de susciter des vagues au Burundi

PANA, 17 octobre 2014 Bujumbura, Burundi - Après une dizaine de partis politiques de la mouvance présidentielle et le gouvernement, les deux Chambres du Parlement burundais ont rendu publique, vendredi, à leur tour, une déclaration conjointe dans laquelle elles s'inscrivent en faux contre une récente résolution du Parlement de l'Union européenne (photo) qui menaçait le Burundi de sanctions économiques et diplomatiques si, entre temps, la situation des droits humains ne s'améliorait pas.

La Résolution tant controversée 2014/2833 (RSP), datant de novembre dernier, demandait expressément qu'un défenseur des droits humains au Burundi, Pierre Claver Mbonimpa soit libéré "sans condition préalable", au moment où il en était à près de quatre mois de détention préventive à la prison centrale de Bujumbura pour "atteinte à la sécurité intérieure extérieure de l'Etat" après avoir dénoncé une présence présumée de jeunes Burundais affiliés au parti au pouvoir RD Congo voisine, pour des entraînements paramilitaires à des fins aujourd'hui encore méconnues. Le président de l'Association pour la défense des droits humains et des détenus (APRODH) respire l'air d'une liberté provisoire depuis le 29 septembre 2014. Si le Parlement burundais n'a pas réagi dans la foulée de la résolution, c'est parce que députés et sénateurs étaient en vacances. De retour des vacances, le Parlement signale que le Burundi a connu des "évolutions positives" en matière des droits de l'Homme et de liberté d'expression, même s'il y a encore des "imperfections" et des "défis" à relever. Et pour preuve, le pays compte plus de 45 partis politiques agréés, une dizaine de radios publiques et privées, cinq télévisions et plusieurs journaux de presse écrite, ainsi que des centaines d'associations de la Société civile, notamment les organisations de défense des droits humains qui sont « très dynamiques » à travers le pays, selon la même déclaration. Par ailleurs, les hommes politiques, les leaders des syndicats, la Société civile et la population, en général, s'expriment "librement" sur la vie du pays, "conformément à la législation nationale qui s'inspire du droit international", lit-on toujours dans la déclaration parlementaire. La déclaration invite en conséquence, le Parlement européen et tous les amis du Burundi à fonder leurs relations sur un « dialogue franc » et « serein » sur n'importe quel sujet d'intérêt commun. La résolution menaçait de geler quelque 430 millions de dollars dont devrait bénéficier le Burundi dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) 2014-2020 pour soutenir, entre autres, l'amélioration de la gouvernance et la Société civile dans le pays. La résolution demandait encore à la Commission de l'UE d'envisager de lancer des consultations avec le Burundi, conformément à l'article 96 de l'accord de Cotonou, en vue de son retrait éventuel de l'accord et de prendre des mesures appropriées simultanément à la conduite de ces consultations. Les principaux objectifs de l'Accord de Cotonou (au Bénin) portent sur l'ancrage, à terme, de la pauvreté et l'intégration progressive des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans l'économie mondiale en partenariat avec l'Union européenne.